

La régularisation promue l'été dernier est un échec complet. Il y a un an depuis que la ministre Bellanova a annoncé triomphalement qu'elle sortirait des centaines de milliers de migrants de leur clandestinité. Plus de six mois après la fermeture des candidatures, les chiffres du ministère de l'Intérieur démentent tant d'optimisme. Dans l'agriculture, il y a eu très peu d'applications, 15% du total, et ce n'est pas une surprise. Dans les campagnes, en effet, le travail illégal c'est la règle de l'exploitation et chaque jour les patrons et intermédiaires récoltent les fruits du chantage du permis de séjour établi par la loi Bossi-Fini. **Les formalités administratives de régularisation ont toutes été laissées aux mains des employeurs, qui ont déchargés sur les migrants le coût de plusieurs centaines d'euros pour demander un permis de séjour qui, par la loi, doit rester lié au contrat pour lequel la demande a été introduite.** La plupart des migrants ont refusé ces conditions, n'acceptant pas de payer de leur poche ou de s'endetter auprès de leurs patrons et de se retrouver sans papiers au bout de six mois. Le 85% des demandes concernent le travail domestique et de soins, en rendant encore une fois visible le travail essentiel que les femmes migrantes accomplissent à la maison en tant que soignantes, aides à domicile et baby-sitters.

L'échec de la régularisation n'est pas une surprise, mais sa gestion administrative ne l'est pas moins. Environ 68% des demandes qui auraient pu être présentées directement par les migrants ont été acceptées, mais elles sont très peu nombreuses (environ 8 000) car les migrants auraient dû démontrer un emploi dans des secteurs où le travail illégal est la norme. **Au lieu de cela, sur plus de 200 000 demandes soumises par des employeurs, un peu plus d'un millier de permis ont été délivrés à ce jour.** En février de cette année, de nombreuses préfectures n'avaient même pas traité les demandes. À Bologne, où 4207 demandes ont été présentées, un peu plus de 300 candidatures ont été traitées en février. Plus de 26 000 demandes ont été présentées à Milan, mais en février seulement quelques centaines de dossiers avaient été entamés, alors que, par contre, dizaines d'avis de rejet étaient déjà arrivés, en annonçant aux migrants de retourner dans la clandestinité. À ce rythme, il faudra des années pour régler toutes les demandes. **Les préfectures ont répondu à ceux qui ont demandé de quitter le travail noir avec le même traitement raciste qu'elles réservent chaque jour à tous les autres migrants.** Cette gestion administrative confirme que la régularisation n'a fonctionné que pour les patrons, se révélant être pour les migrants une énième extorsion d'argent en échange de rien. La régularisation a assuré les patrons contre les inspections, en livrant les hommes et femmes migrant.e.s qui espéraient de se régulariser, dans la même situation que ceux qui attendent pendant des années les résultats de la Commission, ou des mois et des mois pour renouveler un permis de travail expiré. Les pratiques de régularisation se sont ajoutées aux milliers de permis bloqués en raison de la pandémie, sans la possibilité d'avoir des informations sur le moment où les demandes seront traitées. **Avec la fausse promesse de faire émerger le travail illégal, la régularisation a fini par réaffirmer, de manière encore plus brutale, la normalité violente de Bossi-Fini.** Dans les champs, cela signifie prolonger les heures de travail non rémunérées, des horaires de travail exténuants, des conditions de travail insupportables. Pour les femmes migrantes qui travaillent à domicile, cela signifie donner la pleine disponibilité de leur temps aux familles, en s'exposant davantage aux abus, à l'exploitation et au harcèlement.

Malgré l'échec politique attendu de la régularisation, **les hommes et les femmes migrant.e.s de plusieurs villes s'organisent pour exiger que toutes les pratiques en suspens soient résolues en accordant immédiatement les documents pour sortir de leur clandestinité et rester dans ce pays.** La Coordination des Migrants soutiendra jusqu'au bout leur lutte, qui sera une partie essentielle de chemin vers le 1er Mai des Migrants qui, en Italie et en Europe, fera descendre dans la rue leur revendication de liberté contre l'exploitation, le racisme et le sexisme.